



1 ER MAI 2015 : CONTRE L'AUSTERITE, POUR LA JUSTICE SOCIALE !

Le 1^{er} mai, journée internationale de revendications des travailleurs, nous appelons les chômeurs, les salariés du privé comme du public, et les retraités à manifester dans la continuité de la grève interprofessionnelle du 9 avril.

En France, comme ailleurs en Europe, les politiques d'austérité plombent l'activité économique et conduisent à de graves régressions sociales :

- multiplication des licenciements et augmentation de la précarité
- baisse des salaires dans le privé et le public (gel du point d'indice pour la cinquième année consécutive), gel des pensions de retraites annoncée jusqu'en octobre 2016 et la diminution scandaleuse des prestations sociales
- dégradation de la protection sociale (9,6 milliards d'€ d'économies pour l'assurance maladie en 2015)
- affaiblissement des services publics soumis aux politiques de rigueur (-7,7 milliards pour la Fonction Publique d'Etat, -3,7 milliards pour les collectivités territoriales)

Les économies ainsi réalisées permettent de financer les cadeaux fiscaux faits au patronat dans le cadre du pacte de responsabilité (50 milliards jusqu'en 2017), alors que la pauvreté augmente et que les services publics se détériorent.

Avec le projet de loi Macron, le gouvernement donne encore raison aux demandes du patronat: dérèglementation des licenciements, banalisation du travail du dimanche, casse de la justice prud'homale, privatisation du secteur ferroviaire... Et le patronat n'est pas rassasié, il exige maintenant la casse du CDI et de la représentation du personnel!

Quant à la réforme territoriale, met en concurrence des 13 grandes régions entraînant une dégradation du service rendu aux usagers, la poursuite des suppressions d'emplois publics, la casse du statut des agents.

8,5 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté avec moins de 977 € par mois.

1% d'augmentation de salaires, c'est 2,5 milliards de recettes pour la sécurité sociale.

Un million de chômeurs en moins, c'est 5 milliards de cotisations sociales en plus.

Ce n'est pas en augmentant la durée légale du travail et en dérèglementant le droit du travail que l'on combat le chômage.

L'austérité nous coûte cher, elle profite au Medef et aux actionnaires LE 1 ER MAI, EXIGEONS

- Le retrait de la loi Macron, du pacte de responsabilité et de la réforme territoriale !
- L'Augmentation générale des salaires, retraites, pensions et prestations sociales !
- Des investissements massifs et des créations d'emplois dans le privé et le public !
- Une Sécurité Sociale renforcée, garantissant l'accès aux soins pour tous et le financement de la perte d'autonomie à tous les âges de la vie.!
- La retraite à 60 ans (abrogation de toutes les contre-réformes depuis 1993) !
- Une Europe solidaire en rupture avec les politiques austéritaires !

MANIFESTATION 10 H, PL. DE LA BOURSE A STRASBOURG.